

Cahier des Clauses Administratives Particulières Marché n°2025-2507067001

**ASSISTANCE A MAITRISE D'ŒUVRE (AMOE)
POUR LES LOGICIELS ET PLATEFORMES DU
SERVICE INFORMATIQUE DE L'ATIH**

Sommaire

1. Objet	5
2. Allotissement	5
3. Forme et montant du marché	5
4. Durée du marché	5
5. Procédure mise en œuvre	6
6. Définitions	6
7. Pièces constitutives du marché	7
7.1. Pièces contractuelles particulières	7
7.2. Pièces contractuelles générales	7
7.3. Pièce non-contractuelle	7
8. Conditions d'exécution des prestations	7
8.1. Mise en œuvre du marché	7
8.2. Proposition détaillée et chiffrée	8
8.3. Délais d'exécution des prestations	8
8.4. Délais liés à la maintenance logicielle et au support	8
8.5. Prolongation des délais	9
8.6. Lieux d'exécution des prestations	9
8.7. Livrables et documentation	9
8.8. Réversibilité	9
8.9. Garantie	9
8.10. Consignes de sécurité	10
8.11. Marchés complémentaires et modifications du marché	10
9. Conduite et suivi de l'exécution des prestations	10
9.1. Conduite des prestations	10
9.2. Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations	10
9.3. Changements des personnes nommément désignées en cours d'exécution	10
10. Connaissances antérieures	11
10.1. Définition des connaissances antérieures	11
10.2. Régime des connaissances antérieures	11
11. Propriété et utilisation des résultats	12
11.1. Définition des résultats	12

11.2.	Droits de l'ATIH	12
11.3.	Droits du titulaire	14
11.4.	Exercice des droits	14
11.5.	Garantie des droits	15
12.	Obligations du titulaire	15
12.1.	Assurance	15
12.2.	Responsabilité du titulaire	15
12.3.	Devoir de conseil	15
12.4.	Confidentialité	15
13.	Protection de la main d'œuvre et lutte contre le travail dissimulé	16
14.	Modalités de vérifications – Décisions après vérifications	16
14.1.	Vérification des prestations de maintenance corrective et de support	17
14.2.	Vérification des prestations de maintenance évolutive et adaptative	17
14.3.	Vérification des prestations de développements spécifiques	17
14.3.1.	Mise en ordre de marche	17
14.3.2.	Délai et modalités de vérification	17
14.4.	Vérification des autres prestations	18
14.5.	Décisions après vérifications	18
15.	Prix des prestations	18
15.1.	Modalités de détermination des prix	18
15.2.	Contenu des prix	18
15.3.	Variation des prix	18
16.	Modalités de paiement des prestations	19
16.1.	Avance	19
16.2.	Modalités de paiement	20
16.3.	Acomptes	20
16.4.	Délai de paiement	20
16.5.	Contenu de la demande de paiement	20
16.6.	Intérêts moratoires	21
16.7.	Retenue de garantie	21
16.8.	Acceptation de la demande de paiement	21
16.9.	Paiement pour solde et règlements partiels définitifs	22
17.	Pénalités	22
17.1.	Pénalités liées au suivi des délais contractuels	23
17.2.	Pénalités liées au suivi des indicateurs qualité des livrables	23
17.3.	Pénalités pour indisponibilité	24

17.4.	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	24
17.5.	Calcul et recouvrement des pénalités	25
18.	Nantissement-Cession de créances	25
19.	Sous-traitance	25
20.	Exécution aux frais et risques du titulaire – Résiliation	26
20.1.	Exécution aux frais et risques du titulaire	26
20.2.	Résiliation	26
21.	Litiges et attribution de juridiction	26
22.	Annexe au CCAP	26
23.	Dérogations	26
	Annexe : Protection des données à caractère personnel	28
	Obligations du titulaire	28
	Sous-traitance	29
	Obligations de l'ATIH	30
	Mesures de sécurité	30
	Sort des données	30
	Assistance et conseil	30
	Traitement des violations de données	30
	Contrôle	31
	Documentation	31
	Traitement de données personnelles par l'ATIH	31

1. Objet

L'objet du présent marché porte sur l'assistance à maîtrise d'œuvre pour les logiciels et les plateformes de l'ATIH, comprenant :

- la tierce maintenance corrective, évolutive, adaptative et mode projet pour des applications de type client lourd, plate-forme serveur, service API (.net core, Java), application Web (Php-symfony), GED, IAM, client léger sécurisé
- la mise en ligne de nouvelles campagnes
- le support de niveau 2 et 3 de ces applications et plateformes,
- le monitoring
- l'ajout ou la suppression du périmètre d'une nouvelle application
- la réversibilité.
- des développements informatiques.

Le détail des prestations attendues figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2. Allotissement

Le marché ne fait l'objet de décomposition ni en tranches ni en lots juridiques.

3. Forme et montant du marché

Le marché prend une la forme d'un accord-cadre conclu avec un seul opérateur économique et exécuté par l'émission de bons de commande sans négociation ni remise en concurrence préalables, en vertu des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est conclu avec les montants minimum et maximum suivants pour toute sa durée (reconduction comprise) :

- **montant minimum : 500 000 € HT ;**
- **montant maximum : 9 000 000 € HT.**

Le montant minimum correspond à l'engagement de l'ATIH d'effectuer des commandes à hauteur de ce montant durant la durée d'exécution du marché.

Le montant maximum indiqué ci-dessus correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'ATIH durant toute la durée d'exécution du marché.

Les bons de commande seront émis durant la période de validité du marché.

4. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une **durée initiale de deux (2) ans** à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être **reconduit une fois** pour une **période de deux (2) ans**.

La reconduction est tacite si l'ATIH ne notifie pas au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché au plus tard deux mois avant l'échéance de la période en cours.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à sa reconduction.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

5. Procédure mise en œuvre

Le présent marché est conclu après mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, au sens des articles L2124-1 et R2124-1, ainsi que L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique.

Un avis de marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

6. Définitions

- le « pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur public » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. **Il est désigné ci-après par « l'ATIH » ;**
- le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché l'ATIH. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;
- les « prestations » désignent, selon l'objet du marché, des fournitures ou des services, notamment informatiques ou de télécommunication
- la « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur public reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision de réception vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie
- l'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur public qui estime que les prestations pourraient être reçues moyennant des corrections à opérer par le titulaire
- la « réfaction » est la décision prise par l'acheteur public de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état
- le « rejet » est la décision prise par l'acheteur public qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction
- Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données... et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des

droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

7. Pièces constitutives du marché

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

7.1. Pièces contractuelles particulières

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) défini conjointement ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- les bons de commande émis par l'ATIH.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ATIH font foi.

7.2. Pièces contractuelles générales

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (C.C.S.C.) approuvé par arrêté du 18 septembre 2018.

Le CCAG-TIC ainsi que le CCSC susvisés ne sont pas joints au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter. Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

7.3. Pièce non-contractuelle

- la simulation financière

8. Conditions d'exécution des prestations

8.1. Mise en œuvre du marché

Les prestations seront mises en œuvre par l'émission de bons de commande datés et signés par la Directrice générale de l'ATIH, ou par toute personne habilitée à cette fin, pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande sont numérotés et notifiés par l'ATIH au titulaire du marché.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a, seul, compétence pour formuler des observations auprès de l'ATIH.

Les bons de commande sont transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- par e-mail avec un accusé de lecture et/ou de réception par le titulaire ;
- par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- directement au titulaire contre récépissé.

A cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse e-mail valide.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans **un délai de 5 jours ouvrés** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

8.2. Proposition détaillée et chiffrée

Avant l'émission d'un bon de commande, l'ATIH pourra solliciter le titulaire qui établira une proposition détaillée et chiffrée (devis) qui comprendra a minima les éléments suivants :

- libellé des prestations ;
- le délai et le calendrier d'exécution proposés ;
- le coût des prestations (unités d'œuvre) que l'ATIH envisage de commander par application des quantités proposées (nombre d'unités d'œuvre) aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire adressera sa proposition détaillée et chiffrée dans un **délai maximum de 5 jours ouvrés** à compter de la demande de l'ATIH.

En cas d'acceptation de la proposition détaillée et chiffrée, l'ATIH émettra un bon de commande

8.3. Délais d'exécution des prestations

Sauf stipulations contraires dans les pièces contractuelles, lorsque les délais sont exprimés en heures ou en jours, ils s'entendent en heures ouvrées (de 9h à 18h en France métropolitaine) et en jours ouvrés (du lundi au vendredi hors jours fériés du calendrier français).

Lorsque les délais sont exprimés en mois, ils s'entendent en mois calendaires.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande. Par défaut d'indication dans le bon de commande, le délai maximum d'exécution des prestations est de **deux mois**.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, l'exécution des prestations débute dans un délai maximum de **5 jours ouvrés** à compter de la date de notification du bon de commande.

8.4. Délais liés à la maintenance logicielle et au support

Les délais d'intervention et de résolution des incidents liés au support et à la maintenance logicielle sont précisés à l'article 9.3 du CCTP.

Ils s'entendent en jours ouvrés et à compter de la date de réception de la déclaration de l'incident par l'ATIH.

8.5. Prolongation des délais

Le titulaire informe l'ATIH de tout risque de non-respect des délais prescrits par le marché. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution du marché.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-TIC.

8.6. Lieux d'exécution des prestations

Les ateliers de travail, les réunions de suivi des travaux du marché ainsi que les séances de transferts de compétences se déroulent dans les locaux de l'ATIH (à Lyon 3^{ème} ou Paris 12^{ème}) ou à distance.

En tout état de cause, les prix sont réputés inclure les frais liés aux déplacements du titulaire dans les locaux de l'ATIH.

Les autres prestations se déroulent dans les locaux du titulaire.

8.7. Livrables et documentation

Conformément à l'article 22 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à fournir les livrables et prévus dans le CCTP dans les conditions qu'il prescrit.

L'ensemble des livrables est inclus dans les prix du marché. Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

8.8. Réversibilité

Les modalités d'exécution des prestations de réversibilité sont prévues à l'article 9.4 du CCTP.

La durée de la période de réversibilité est de trois (3) mois.

Durant la période de réversibilité, le titulaire du marché reste responsable des opérations de maintenance corrective et de support dont l'ATIH lui a transféré la responsabilité technique dans le cadre de l'exécution du présent marché jusqu'à l'admission de la prestation.

8.9. Garantie

Toutes corrections (maintenance corrective), évolutions (maintenance évolutive et adaptative) et tous développements informatiques spécifiques réalisés par le titulaire dans le cadre du présent marché sont garantis pendant une durée d'un (1) an à compter de la date d'admission de la prestation.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à assurer les mises au point et/ou les réparations des éventuels défauts de fonctionnement rencontrés par l'ATIH, quelle que soit leur nature.

Les délais dont disposent le titulaire pour effectuer une mise au point et/ou une réparation dans le cadre de la période de garantie sont identiques aux délais prévus pour les opérations de maintenance corrective et de support figurant à l'article 9.2 du CCTP.

Le coût de cette garantie est réputé inclus dans le prix des prestations.

Cette clause déroge à l'article 36 du CCAG-TIC.

8.10. Consignes de sécurité

Durant l'exécution des prestations, le personnel du titulaire et ses éventuels sous-traitants amenés à utiliser les locaux de l'ATIH se conformeront aux consignes de sécurité et aux règles d'hygiène applicables au personnel de l'ATIH visées dans le règlement intérieur de l'Agence et/ou dans les notes de service diffusées par les représentants de la Direction de l'établissement et remis au titulaire du marché en début d'exécution du marché. Ce dernier s'engage à prendre connaissance de ces documents et à les communiquer à son personnel.

8.11. Marchés complémentaires et modifications du marché

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire du marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

9. Conduite et suivi de l'exécution des prestations

Cet article déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-TIC.

9.1. Conduite des prestations

Les prestations seront exécutées conformément aux conditions définies dans le CCTP.

Les travaux de rédaction et de reproduction des divers livrables sont à la charge du titulaire.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché conformément aux besoins définis dans le CCTP.

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans son offre. Parmi elles, il devra nommer un référent unique tel que spécifié dans le CCTP.

9.2. Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations

L'équipe dédiée devra avoir les compétences requises à l'article 11.3 du CCTP.

L'ATIH se réserve la possibilité de récuser un membre de l'équipe du titulaire qui ne satisfait pas aux engagements du titulaire.

9.3. Changements des personnes nommément désignées en cours d'exécution

En cas d'empêchement d'une personne affectée à l'exécution du marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à la remplacer, après accord de l'ATIH, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent, possédant également les certifications nécessaires le cas échéant.

Le titulaire s'engage à communiquer le profil et le curriculum vitae détaillé à l'ATIH au moins quinze (15) jours ouvrés avant le remplacement prévu et à mettre en place une période de recouvrement d'au moins deux semaines.

10. Connaissances antérieures

10.1. Définition des connaissances antérieures

En complément des dispositions de l'article 43.2 du CCAG-TIC, il est précisé que les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et appartenant à l'ATIH sont toutes applications, plateformes web, bases de données, tous documents, rapports (etc...) remis au titulaire ainsi que toutes les corrections éventuelles apportées par l'ATIH.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure non prévue dans l'offre. A défaut, ces connaissances seront considérées comme des résultats. Ces éléments sont notamment fixés dans son mémoire technique.

10.2. Régime des connaissances antérieures

Il est fait application des articles 44 et 45 du CCAG-TIC.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

L'ATIH et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

La concession des droits sur les connaissances antérieures (standards et non standards) est comprise dans les prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Connaissances antérieures (hors standards) :

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'ATIH à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'ATIH, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'ATIH que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Connaissances antérieures standards :

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'ATIH. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'ATIH. Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

11. Propriété et utilisation des résultats

11.1. Définition des résultats

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'ATIH en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Dans le cadre du présent marché, les résultats désignent les livrables documentaires et applicatifs incluant les :

- les développements spécifiques réalisés sur les applications et plateformes web appartenant à l'acheteur ;
- les évolutions, adaptations, corrections ou extensions des systèmes existants
- les développements spécifiques sur des applications non maintenues par le titulaire, dès lors qu'ils sont réalisés dans le cadre du présent marché.

Les livrables applicatifs comprennent notamment les fichiers sources le cas échéant modifiées, les éléments compilés, les scripts, les bibliothèques, bases de données et procédures automatisées d'installation.

Les livrables documentaires comprennent notamment les comptes-rendus de réunion, de tests et essais, tous rapports ou études, les spécifications détaillées, toute documentation et le suivi d'activité.

11.2. Droits de l'ATIH

Le titulaire accorde à l'ATIH les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les pièces contractuelles et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'ATIH comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à toute direction au sein de l'ATIH de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'ATIH.

Le titulaire cède à l'ATIH les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, **la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats est consentie à l'ATIH à titre exclusif.** L'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures.

Le régime de confidentialité des résultats est défini à l'article 12.4 du présent CCAP.

Le titulaire garantit à l'ATIH qu'il n'a procédé et ne procèdera à aucun dépôt sur les résultats du marché.

Le prix de cette cession est compris dans les prix du marché. Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'ATIH conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'ATIH. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'ATIH.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'ATIH a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'ATIH peut librement publier les résultats sous réserve des obligations de confidentialité et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

11.3. Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas autorisé à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'ATIH pour l'exécution du marché ni à les publier.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. A ce titre, le titulaire a la possibilité de citer la prestation qu'il a réalisée à titre de référence, sans enfreindre l'obligation de confidentialité prévue au présent CCAP.

Toute publication des résultats par l'ATIH doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

11.4. Exercice des droits

Pour permettre à l'ATIH d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique ;
- les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur, ainsi que l'ensemble des

informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.

11.5.Garantie des droits

En application de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC, le titulaire garantit à l'ATIH, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

12.Obligations du titulaire

12.1.Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à remettre à l'ATIH, sur simple demande et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette demande, les attestations de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage à informer expressément l'ATIH de toute modification ultérieure de ses contrats d'assurance.

12.2.Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité.

Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier :

- des accidents du travail ;
- des accidents survenant du fait du personnel ;
- des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ;
- des vols sur le site imputables à ce personnel.

12.3.Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard de l'ATIH pendant toute la durée du marché.

Il informe l'ATIH de tout risque de non-respect des délais d'exécution. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution du marché.

12.4.Confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-TIC sont applicables, complétées par les stipulations ci-dessous.

Les données auxquelles a accès le titulaire durant l'exécution du présent marché sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ou non habilitées. Ces données ne pourront être utilisées par le titulaire à des fins autres que celles prévues par le présent marché.

Par ailleurs, cette utilisation sera opérée dans le strict respect de la législation relative à la protection des données à caractère personnel et au secret professionnel tel que défini par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal. Ces règles de confidentialité s'appliquent notamment au personnel du titulaire et de son éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, le titulaire ou, le cas échéant, son sous-traitant, s'expose à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 17.4 du présent CCAP. De même, l'ATIH pourra résilier le marché sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer. L'obligation de confidentialité s'applique même après l'échéance du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'ATIH aurait elle-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existants antérieurement à leur divulgation.

L'ATIH pourra demander au titulaire, à son personnel affecté à l'exécution des prestations objets du présent marché ou à ses sous-traitants, un Accord de Non-Divulgence (NDA).

13. Protection de la main d'œuvre et lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 6 du CCAG-TIC, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Ils sont également tenus au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Le titulaire avise ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et restent responsables du respect de celles-ci.

14. Modalités de vérifications – Décisions après vérifications

Cet article déroge aux articles 29, 32 et 33.2 du CCAG-TIC.

Les vérifications techniques sont effectuées par le responsable du pôle Gestion de la demande et des développements de Systèmes Informations (GDSI) de l'ATIH ou par son représentant.

Les décisions administratives intervenant à la suite des vérifications sont prises par la Directrice générale de l'ATIH ou par son(sa) représentant(e) habilité(e).

L'ATIH procède aux vérifications des prestations sans en aviser le titulaire.

L'admission des prestations ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent document.

14.1. Vérification des prestations de maintenance corrective et de support

Les prestations de maintenance corrective, de support niveaux 2 et 3, par leur nature continue, ne font l'objet d'aucune modalité particulière de vérification.

14.2. Vérification des prestations de maintenance évolutive et adaptative

Ces prestations sont vérifiées pendant un délai maximum de quinze (15) jours calendaires après exécution du service. Elles donnent lieu à l'établissement d'un certificat de service fait par l'ATIH.

En cas d'anomalie constatée par l'ATIH durant le délai visé au premier alinéa, le titulaire est tenu de réaliser les mises au point dans les conditions et délais prévus à l'article 9.3 du CCTP pour la correction des anomalies dans le cadre de la maintenance corrective. Le délai de vérification est interrompu jusqu'à ce que les mises au point soient réalisées par le titulaire.

14.3. Vérification des prestations de développements spécifiques

Les prestations impliquant des développements informatiques font l'objet de modalités de vérification dans les conditions définies par les articles suivants.

14.3.1. Mise en ordre de marche

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, le titulaire dispose du délai d'exécution fixé dans le bon de commande pour effectuer la mise en ordre de marche (MOM) des développements. Celle-ci est notifiée par le titulaire à l'ATIH qui la vise à réception.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

14.3.2. Délai et modalités de vérification

Le délai de vérification des prestations est indiqué dans le bon de commande. Par défaut, ce délai est de **45 jours ouvré** à partir de la date de mise en ordre de marche.

Durant ce délai, l'ATIH s'assure, d'une part, que les prestations livrées par le titulaire présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP et le cas échéant dans le bon de commande et, d'autre part, que constater que les applications ou programmes développés sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

Durant cette période, l'ATIH signale au titulaire les anomalies correspondant à un défaut de fonctionnement au fur et à mesure de leur survenance. Les anomalies sont signalées via le logiciel de suivi JIRA de l'ATIH ou, à défaut, par tous moyens permettant de donner une date certaine à la demande. L'ATIH signale la nature de l'incident, le niveau de gravité, le programme incriminé et toutes les informations susceptibles d'en faciliter la recherche.

A l'issue du délai précité, la représentante de l'ATIH prend une décision d'admission, de rejet ou d'ajournement des prestations dans un **délai maximum de sept jours**. A défaut de décision notifiée au titulaire dans ce délai, les prestations sont réputées admises.

En cas d'anomalie constatée par l'ATIH durant le délai de vérification des prestations, le titulaire est tenu de réaliser les mises au point et/ou les réparations selon les délais suivants :

- **1 jour ouvré en cas d'anomalie bloquante ;**
- **4 jours ouvrés en cas d'anomalie non bloquante.**

Les délais ci-dessus débutent à compter de la date et heure de la constatation de l'anomalie notifiée par au titulaire par l'ATIH.

Une anomalie est non bloquante par défaut. Une anomalie est définie comme bloquante si :

- le dysfonctionnement constaté empêche de tester une fonctionnalité prévue et n'a pas de solution de contournement ;
- le dysfonctionnement constaté est une régression affectant une ou plusieurs fonctionnalités essentielles et fonctionnant correctement dans la version antérieure.

En tout état de cause, l'admission des prestations ne peut pas être prononcée tant que subsistent des anomalies bloquantes.

14.4. Vérification des autres prestations

Les prestations autres que celles visées aux articles précédents sont vérifiées pendant un délai maximum de **quinze (15) jours calendaires** après exécution du service. Elles donnent lieu à l'établissement d'un certificat de service fait par l'ATIH.

En l'absence de décision notifiée au titulaire pendant le délai visé ci-dessus, les prestations sont réputées admises par l'ATIH à l'expiration de ce délai.

14.5. Décisions après vérifications

A l'issue des vérifications des prestations, la Directrice générale de l'ATIH ou son(sa) représentant(e) habilité(e) prend une décision d'admission avec ou sans réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 34 du CCAG-TIC.

15. Prix des prestations

15.1. Modalités de détermination des prix

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires figurant dans le BPU aux quantités réellement exécutées.

15.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés complets ; ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance, aux déplacements du titulaire dans les locaux de l'ATIH, la participation aux diverses réunions prévues dans le CCTP, la remise des livrables prévus dans le CCTP et leurs corrections éventuelles, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

Les prix incluent le coût de la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats tels que prévus dans le présent document.

15.3. Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo.

Ces derniers sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

La révision se fera tous les ans à la date anniversaire de la notification du marché à compter de l'année N+1.

Chaque prix sera affecté d'un coefficient de révision des prix obtenu par l'application de la formule suivante :

$$C = 0.125 + 0.875 (S/S_0)$$

Où :

- C= coefficient de révision des prix
- 0.125= part fixe
- 0.875= part variable
- **S= valeur de l'indice SYNTEC révisé** du mois de **septembre** précédant la date de révision,
- So= valeur de l'indice SYNTEC révisé au mois Mo.

Mois Mo = octobre 2025

Le coefficient est arrondi au 1/1000 supérieur.

L'indice SYNTEC révisé est celui publié par la Fédération SYNTEC.

Le titulaire adressera à l'ATIH les prix du marché révisés ainsi que le détail de leur calcul.

16. Modalités de paiement des prestations

16.1. Avance

L'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-TIC est appliquée dans le cadre du présent marché.

Si le titulaire souhaite bénéficier d'une avance, il renseignera à cet effet l'article 2.4 de l'acte d'engagement.

Articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique

Le montant de l'avance est égal à **5 % du montant toutes taxes comprises (TTC) du montant minimum du marché.**

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une **petite ou moyenne entreprise (PME)**, au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **10 %**.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont celles prévues par les dispositions des articles R2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le sous-traitant admis au paiement direct peut également bénéficier d'une avance. S'il souhaite bénéficier de l'avance, le sous-traitant remplit à cet effet la rubrique relative aux conditions de paiement figurant dans la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

16.2. Modalités de paiement

Les prestations seront réglées par l'ATIH après certification du service fait par la représentante de l'ATIH ou, en cas d'admission tacite des prestations, à l'expiration des délais mentionnés à l'article 14.

16.3. Acomptes

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à trois (3) mois pourront donner lieu à des acomptes trimestriels payés à terme échu.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement indiquant le libellé et la quantité d'unités d'œuvre (UO) exécutées au cours du trimestre précédent.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des UO auxquelles il se rapporte.

Lorsque le titulaire remet à l'ATIH une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les acomptes ne sont pas des règlements définitifs c'est-à-dire qu'ils n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause conformément aux dispositions de l'article R2191-20 du code de la commande publique.

16.4. Délai de paiement

L'ATIH se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (délai global de paiement).

16.5. Contenu de la demande de paiement

Le titulaire présentera une demande de paiement (facture) détaillée correspondant aux prestations réalisées.

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est, seul, habilité à présenter à l'ATIH la demande de paiement et à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

Toute demande de paiement des prestations portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le **numéro d'identification unique du marché (indiqué sur la 1^{ère} page de l'acte d'engagement)**, sa date de notification ainsi que le numéro et la date de chaque avenant éventuel ;
- le numéro du bon de commande correspondant ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- la période concernée ;
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, le montant des prestations (UO) effectuées le trimestre précédent, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- le montant total H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date ;

- le cas échéant le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique du groupement ;
- le cas échéant, les modalités de calcul de la révision des prix.

Les factures électroniques sont adressées sur la **plateforme de l'Etat « Chorus Pro »** dans les conditions fixées par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

Toute facture, non conforme aux stipulations du présent marché, sera renvoyée systématiquement au titulaire qui devra présenter une nouvelle facture conforme. La facture renvoyée est accompagnée d'une lettre précisant les motifs du rejet.

Il appartient au titulaire d'utiliser tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission de ses factures.

16.6. Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions de l'article L2192-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues est de trente jours à compter de la réception par l'ATIH de la facture présentée par le titulaire.

Ainsi, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, un retard de paiement est constitué et le titulaire du marché, à droit, sans qu'il ait à le demander, au versement des intérêts moratoires prévus à l'article L2192-13 du code de la commande publique.

Ces intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R2192-32 du code de la commande publique). Ils ne sont pas assujettis à la TVA.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R2192-31 du code de la commande publique). Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D2192-35 du code de la commande publique).

16.7. Retenue de garantie

Il n'est pas exigé de retenue de garantie pour l'exécution du présent marché.

16.8. Acceptation de la demande de paiement

L'ATIH accepte ou rectifie la demande de paiement. Elle la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ATIH, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

L'ATIH arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, elle le notifie ainsi arrêté au titulaire.

16.9. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Dès l'admission des prestations, le titulaire adresse à l'ATIH sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-TIC, si le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de quarante-cinq jours calendaires à compter de l'admission des prestations, l'ATIH peut, sans mise en demeure préalable, procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur public règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Lorsqu'au terme de l'exécution du présent accord-cadre, si le total des commandes de l'ATIH n'a pas atteint le montant minimum de l'accord-cadre, le titulaire a droit à une indemnité égale à la marge nette qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.

Il lui incombe d'apporter à l'ATIH les justificatifs, notamment comptables, permettant de déterminer cette marge nette.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter à l'ATIH toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours calendaires à compter du terme de l'accord-cadre.

17. Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Le suivi des indicateurs est effectué par le Comité de Pilotage (COPIL) qui constate les non-conformités au regard des exigences de l'ATIH indiquées ci-dessous.

En cas de non-respect des engagements, l'ATIH applique au titulaire les pénalités dans les conditions fixées ci-dessus et ci-après.

Lorsque l'ATIH envisage d'appliquer des pénalités, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les non-conformités, retards ou indisponibilités concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'ATIH considère que les observations formulées par le titulaire en application du précédent alinéa ne permettent pas de démontrer que la non-conformité n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent

et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités sont cumulables.

Le titulaire est **exonéré des pénalités si le montant total est inférieur à 300 € pendant la durée du marché (reconduction comprise)**

Le montant total des pénalités appliquées au titulaire **est limité à 30 % du montant total HT des bons de commande émis pendant la durée d'exécution du marché.**

17.1. Pénalités liées au suivi des délais contractuels

En cas de non-respect des indicateurs de suivi des délais, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Délai contractuel	Délai maximum d'exécution ou de livraison	Formule	Exigence ATIH	Montant de la pénalité
Délai de fourniture d'une proposition détaillée et chiffrée (devis) à la suite d'une expression de besoin (demande de l'ATIH)	5 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande de l'ATIH	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de livraison de la proposition détaillée et chiffrée (devis)	= 0	250 € par jour ouvré de retard
Délai de livraison des comptes rendu de suivi des prestations	Délais fixés aux articles 5.4 et 5.5 du CCTP par livrable	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de livraison du compte-rendu	= 0	150 € par jour ouvré de retard
Délai de livraison des livrables documentaires (version définitive)	Délai d'exécution des prestations fixé dans le bon de commande	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de livraison du document	≤ 2 jours ouvrés	250 € par jour ouvré de retard
Délai de livraison des développements dans l'environnement de validation	Délai d'exécution des prestations fixé dans le bon de commande	Ecart entre la date prévisionnelle et la date réelle de déploiement des livrables applicatifs dans l'environnement de validation	≤ 5 jours ouvrés	2% du montant HT du bon de commande concerné par jour ouvré de retard

Les pénalités commencent à courir le jour ouvré à minuit suivant le jour où le délai contractuel est expiré.

Toute journée de retard entamée est due dans son intégralité.

17.2. Pénalités liées au suivi des indicateurs qualité des livrables

En cas de non-respect des indicateurs liés à la qualité des livrables, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Mesure	Formule	Exigence ATIH	Montant de la pénalité
Qualité des livrables documentaires	Nombre de livraisons nécessaires avant validation du document	≤ 2	150 € par livraison supplémentaire
Qualité des développements	Nombre d'anomalies bloquantes ou majeures remontées par l'ATIH / Quantité d'unité d'œuvre de développement et recette commandée [UO-DEV-03] ou d'unité d'œuvre de maintenance commandée [UO-TMA-03 ; UO-TMA-04 ; UO-TMA-05 ; UO-TMA-06]	$\leq 5 \%$	1% du montant total du bon de commande des prestations de développement ou de maintenance [UO-TMA-03 ; UO-TMA-04 ; UO-TMA-05 ; UO-TMA-06] par tranche de 1% au-delà de l'exigence l'ATIH
Exhaustivité des développements et des tests	Nombre de scénarios de tests réalisés avec succès / Nombre de scénarios de tests prévus, minimum 80%	$\geq 80 \%$	1% du montant total HT du bon de commande par tranche de 1% en-deçà de l'exigence de l'ATIH

17.3. Pénalités pour indisponibilité

Cet article s'applique aux prestations de **maintenance corrective et de support de niveaux 2 et 3 (UO-TMA-03)**.

Tout ou partie des logiciels ou plateformes maintenus par le titulaire dans le cadre du présent marché est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par l'ATIH.

L'indisponibilité s'applique à la dernière version du logiciel ou de la plateforme mise en œuvre.

Les incidents ayant pour effet de rendre le logiciel ou de la plateforme inutilisable sont considérés comme une indisponibilité telle qu'elle est définie dans le CCTP, et doivent être résolus dans les conditions et délais définis à l'article 9.3 du CCTP.

La plage d'intervention pour les opérations de maintenance est précisée à l'article 9.3 du CCTP.

En cas de constatation de nouveaux défauts sur le logiciel ou la plateforme, le titulaire est tenu d'y apporter de nouvelles corrections aux mêmes conditions.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'ATIH la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les délais de résolution prévus à l'article 9.3 du CCTP.

Au-delà des délais de résolution, le logiciel ou la plateforme sera considéré comme indisponible et une **pénalité de 300 € par jour ouvré d'indisponibilité** sera appliquée au titulaire.

Le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité d'indisponibilité.

L'indisponibilité débute, dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la réception de la déclaration de l'incident par le titulaire.

17.4. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des obligations de confidentialité et de protection des informations confidentielles impliquant ou non des données à caractère personnel, les pénalités ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **0,5 % du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **15 % du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateur, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulaire.

17.5. Calcul et recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé par l'ATIH annuellement, à l'issue de chaque période du marché, puis sera notifié au titulaire.

Le recouvrement des pénalités sera effectué, à l'issue de chaque période de marché, par l'émission d'un titre de recette.

18. Nantissement-Cession de créances

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises (dite loi Dailly), la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ATIH.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-60 du code de la commande publique est la personne responsable du pôle gestion et comptabilité de l'ATIH.

19. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché sous réserve d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le représentant de l'ATIH.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article L2193-5 et des articles R 2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

20. Exécution aux frais et risques du titulaire – Résiliation

20.1. Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 54 du CCAG-TIC, l'ATIH se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire si la décision de résiliation le mentionne.

20.2. Résiliation

L'ATIH pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 47 à 53 du CCAG-TIC.

21. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues à l'article 55 du CCAG-TIC, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative de Lyon.

22. Annexe au CCAP

- Protection des données à caractère personnel

23. Dérogations

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG-TIC :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du CCAG-TIC
7	Pièces constitutives du marché	4.1
81	Mise en œuvre du marché	3.7.2
8.3	Délais d'exécution des prestations	13.1.2

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du CCAG-TIC
9.7	Garantie	36
7	Conduite et suivi de l'exécution des prestations	3.4.1 et 3.4.3
12.2	Droits de l'ATIH	46.2.1
11.3	Droits du titulaire	46.3
14	Modalités de vérifications – Décisions après vérifications	Articles 29, 32 et 33.2
14.3.1	Mise en ordre de marche	29
16.9	Paielement pour solde et règlements partiels définitifs	11.7.2
17	Pénalités	14

Annexe : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est conduit à traiter des données à caractère personnel, notamment des données personnelles de santé, pour le compte de l'ATIH.

En complément de l'article 12.4 ci-avant et conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée et au RGPD (Règlement de l'UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles), le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives aux données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Pour l'application du présent article, le terme :

- « Données » désigne toute information ou tout fichier transmis au titulaire par l'ATIH en vue de la mise à disposition de ces données aux tiers pour laquelle l'ATIH a mandaté le titulaire ;
- « Données à caractère personnel » désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.
- « Traitement de données à caractère personnel » désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.
- « Violation de données à caractère personnel » désigne une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.
- « Responsable de traitement à caractère personnel » désigne la personne qui définit les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel. Dans le cadre du présent marché, l'ATIH est considérée comme « responsable de traitement ».
- « Sous-traitant » désigne la personne morale effectuant une opération de traitement de données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre du présent marché, le titulaire est considéré comme « le sous-traitant » de l'ATIH au sens du RGPD.

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché, sans l'accord préalable de l'ATIH ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas utiliser les données dans le cadre du marché à des fins autres que celles spécifiées dans le CCTP et le présent CCAP ;

- ne pas divulguer ces documents, données ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et, en fin de marché à procéder, selon les instructions de l'ATIH, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies au terme de la prestation de service ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ATIH. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ATIH. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'ATIH de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées pour le compte de l'ATIH ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation et/ou les instructions nécessaires en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services proposés, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- communiquer à l'ATIH le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD/DPO) ;
- Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées dans le cadre de l'exécution de ce marché comprenant :
 - Les données à caractère personnel traitées et les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'ATIH dans le cadre du marché ;
 - Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas de transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant, désigné ci-après par le terme « sous-traitant ultérieur » au sens du RGPD, pour mener des activités de traitement spécifiques en lien avec le présent marché.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'ATIH. Il appartient au titulaire, sous-traitant initial, de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences de la réglementation en vigueur applicable à la protection des données personnelles.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ATIH de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de l'exécution de ses obligations.

Obligations de l'ATIH

L'ATIH, en tant que responsable de traitement, s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction complémentaire au présent marché concernant le traitement de ces données ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévues par la réglementation en vigueur applicable à la protection des données personnelles de la part du titulaire en tant que sous-traitant ;
- superviser la mise à disposition des données par le titulaire aux utilisateurs procédant aux traitements de ces données dans le cadre de leur autorisation, y compris à réaliser le cas échéant les audits et les inspections auprès du titulaire.

Mesures de sécurité

La mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel doit s'effectuer dans le respect de la législation et réglementation française et européenne relative à la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire prend toute mesure utile afin d'assurer la sécurité des traitements qu'il réalise pour le compte de l'ATIH.

Sort des données

Aucune donnée personnelle ne sera utilisée par le titulaire ou d'un sous-traitant ultérieur au-delà de l'échéance du marché ni conservée, sauf obligation légale de conservation.

Le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de l'exécution du présent marché dans un délai de 3 mois à compter de l'échéance du marché.

Il adresse à l'ATIH un document écrit, signé par son représentant légal, attestant qu'il a procédé à la destruction des données.

Assistance et conseil

Le titulaire aidera l'ATIH à remplir ses obligations fixées par les articles 32 à 36 du RGPD et plus particulièrement :

- en cas de nécessité de communication aux personnes concernées à la suite d'une violation de données à caractère personnel ;
- en cas de réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données.

Traitement des violations de données

Le titulaire notifie à l'ATIH toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance à l'adresse suivante : donneespersonnelles@atih.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Contrôle

L'ATIH se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

Conformément à l'article 30-2 du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (UE) 2016/679 (« RGPD »), si le prestataire effectue un traitement pour le compte de l'ATIH, le titulaire tiendra à jour un registre précisant :

- les catégories de traitements effectués pour l'ATIH ;
- une description générale des mesures de sécurité mises en œuvre ;
- les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données (DPD/DPO).

L'ATIH pourra procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations de sécurité par le titulaire.

Le titulaire devra mettre à la disposition des représentants de l'ATIH ou des personnes mandatées par l'ATIH toutes les informations nécessaires pour permettre la réalisation d'audits de conformité au RGPD, conformément à l'article 28-3 h) du RGPD.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'ATIH, à sa demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations légales et réglementaires et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ATIH ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Traitement de données personnelles par l'ATIH

Le titulaire est informé que l'ATIH recueille des données à caractère personnel dites de « contact » comprenant les noms, prénoms, adresses électroniques et numéros de téléphone professionnels des personnels du titulaire pour les besoins de l'exécution des prestations objets du marché comprenant notamment le traitement des demandes de paiement du titulaire ou de ses sous-traitants et la mise à jour de sa base de données relative à ses prestataires de services.

L'ATIH est le responsable de traitement agissant dans le cadre d'une mission d'intérêt public et légitime.

Les informations sont conservées 5 ans à compter de l'échéance du marché.

Les droits d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité des données du personnel de l'établissement pourront être exercés par les personnes concernées auprès de l'ATIH par voie postale à l'ATIH – Secrétariat Général – 117 boulevard Vivier Merle 69329 cedex 03 Lyon ou par courriel à donneespersonnelles@atih.sante.fr.